

POUR UN AUTRE MONDE POSSIBLE

Manifeste de Porto Alegre

A l'occasion du Forum social mondial, un manifeste a été proposé par un groupe de personnes, essayant d'établir un socle minimal de propositions communes.

Le premier Forum social mondial tenu à Porto Alegre en janvier 2001 a fait émerger un espace public planétaire de la citoyenneté et des luttes. Il a permis d'élaborer des propositions de politiques alternatives à la tyrannie de la mondialisation néolibérale impulsée par les marchés financiers et les transnationales, et dont le pouvoir impérial des Etats-Unis constitue le bras armé.

Dans le foisonnement des propositions issues des Forums, il en est un grand nombre qui semblent recueillir un très large accord au sein des mouvements sociaux. Parmi celles-ci, les signataires du Manifeste de Porto Alegre, qui s'expriment à titre strictement personnel et qui ne prétendent aucunement parler au nom du Forum, en ont identifié douze qui, réunies, font à la fois sens et projet pour la construction d'un autre monde possible. (...)

1. Annuler la dette publique des pays du Sud, qui a déjà été payée plusieurs fois, et qui constitue, pour les Etats créanciers, les établissements financiers et les institutions financières internationales, le moyen privilégié de mettre la majeure partie de l'humanité sous leur tutelle et d'y entretenir la misère. Cette mesure doit s'accompagner de la restitution aux peuples des sommes gigantesques qui leur ont été dérobées par leurs dirigeants corrompus.

2. Mettre en place des taxes internationales sur les transactions financières (en particulier la taxe Tobin sur la spéculation sur les devises), sur les investissements directs à l'étranger, sur les bé-



Lula, président du Brésil - un modèle pour la mise en pratique des propositions altermondialistes? (Photo: Archives)

néfices consolidés des transnationales, sur les ventes d'armes et sur les activités à fortes émissions de gaz à effet de serre. S'ajoutant à une aide publique au développement qui doit impérativement atteindre 0,7 % du produit intérieur brut des pays riches, les ressources ainsi dégagées doivent être utilisées pour lutter contre les grandes pandémies (dont le sida) et pour assurer l'accès de la totalité de l'humanité à l'eau potable, au logement, à l'énergie, à la santé, aux soins et aux médicaments, à l'éducation et aux services sociaux.

3. Démanteler progressivement toutes les formes de paradis fiscaux, judiciaires et bancaires qui sont autant de repaires de la criminalité organisée, de la corruption, des trafics en tout genre, de la fraude et de l'évasion fiscale, des opérations délicieuses des grandes entreprises, voire des gouvernements. Ces paradis fiscaux ne se réduisent pas à certains Etats constitués en zones de non droit; ils comprennent aussi les législations de certains pays développés. Dans un premier temps, il convient de taxer fortement les flux de capitaux qui entrent dans ces "paradis" ou qui en sortent, ainsi que les établissements et acteurs, financiers et autres, qui rendent possibles ces malversations de grande envergure.

4. Faire du droit de chaque habitant de la planète à un emploi, à la protection sociale et à la retraite, et dans le respect de l'égalité hommes-femmes, un impératif des politiques publiques,

tant nationales qu'internationales.

5. Lutter, en premier lieu par les différentes politiques publiques, contre toutes les formes de discrimination, de sexisme, de xénophobie et de racisme. Reconnaître pleinement les droits politiques, culturels et économiques (y compris la maîtrise de leurs ressources naturelles) des peuples indigènes.

6. Prendre des mesures urgentes pour mettre fin au sacage de l'environnement et à la menace de changements climatiques majeurs dus à l'effet de serre et résultant en premier lieu de la prolifération des transports et du gaspillage des énergies non renouvelables. Exiger l'application des accords, conventions et traités existants, même s'ils sont insuffisants. Commencer à mettre en œuvre un autre mode de développement fondé sur la sobriété énergétique et sur la maîtrise démocratique des ressources naturelles, en particulier l'eau potable, à l'échelle de la planète.

7. Promouvoir toutes les formes de commerce équitable en refusant les règles libéralistes de l'OMC et en mettant en place des mécanismes qui permettent, dans les processus de production des biens et services, d'aller progressivement vers un alignement par le haut des normes sociales et environnementales. (...)

8. Garantir le droit à la souveraineté et à la sécurité alimentaires de chaque pays ou regroupement de pays par la promotion de l'agriculture paysanne. Cela doit entraîner la suppression totale des subventions à l'exportation des

produits agricoles, en premier lieu par les Etats-Unis et l'Union européenne, et la possibilité de taxer les importations afin d'empêcher les pratiques de dumping. De la même manière, chaque pays ou regroupement de pays doit pouvoir décider souverainement d'interdire la production et l'importation d'organismes génétiquement modifiés destinés à l'alimentation.

9. Interdire toute forme de brevetage des connaissances et du vivant (aussi bien humain, animal que végétal), ainsi que toute privatisation des biens communs de l'humanité, l'eau en particulier.

10. Garantir le droit à l'information et le droit d'informer par des législations: - mettant fin à la concentration des médias dans des groupes de communication géants; - garantissant l'autonomie des journalistes par rapport aux actionnaires; - et favorisant la presse sans but lucratif, notamment les médias alternatifs et communautaires. Le respect de ces droits implique la mise en place de contre-pouvoirs citoyens, en particulier sous la forme d'observatoires nationaux et internationaux des médias.

11. Exiger le démantèlement des bases militaires des pays qui en disposent hors de leurs frontières, et le retrait de toutes les troupes étrangères, sauf mandat exprès de l'ONU. Cela vaut en premier lieu pour l'Irak et la Palestine.

12. Réformer et démocratiser en profondeur les organisations internationales en y faisant prévaloir la primauté des droits humains, économiques, sociaux et culturels, dans le prolongement de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette primauté implique l'incorporation de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC dans le système et les mécanismes de décision des Nations unies. En cas de persistance des violations de la légalité internationale par les Etats-Unis, transfert du siège des Nations unies hors de New-York dans un autre pays, de préférence du Sud.

Groupe des 19
Porto Alegre,
29 janvier 2005

Rédaction: woxx

Sur Porto Alegre, voir aussi l'interview page 2.

Texte original:
[www.ipsterraviva.net/
tv/wsf2005/Manifesto/
Manifesto1.html](http://www.ipsterraviva.net/tv/wsf2005/Manifesto/Manifesto1.html)

Discuter sans déclarer

Le manifeste reproduit ci-contre est loin de faire l'unanimité parmi les altermondialistes. Il s'agit d'une tentative de faire des propositions concrètes suite aux discussions du Forum social mondial. Ceci afin de répondre au reproche fréquent qu'entre altermondialistes il serait impossible d'établir un dénominateur commun. Or de telles déclarations sont interdites par la Charte des Forums, afin de préserver le caractère de débat permanent et ouvert de ces structures.

Certes, les auteurs - parmi eux des intellectuels connus comme Ignacio Ramonet - précisent qu'ils parlent en leur seul nom. Mais sur base du titre du document, les médias l'ont diffusé comme une sorte de programme politique du Forum social. Les critiques du manifeste vont de ceux qui invoquent le respect de la Charte des Forums à celles qui lui reprochent de négliger telle revendication importante, voire d'être signé principalement par des "mâles de descendance européenne".

Source (en anglais): www.ipsterraviva.net/tv/wsf2005
sous "A divisive consensus"



déi aner wochenzeitung
sucht unbefristet eine/n

RedakteurIn

Aufgaben:

- Recherchieren und Verfassen eigener Texte
- Redigieren anderer Texte
- Bildauswahl

Anforderungen:

- Journalistische Vorkenntnisse
- Französisch und Deutsch
- Starkes Interesse an Politik
- Bereitschaft zur Projektarbeit

Sonstiges:

- woxx-übliches Gehalt
- 35 Stunden/Woche

Bewerbungen mit Arbeitsproben bis zum 28. Februar 2005 an:

woxx, B.P. 684, L-2016 Luxembourg
oder per E-Mail: candidate@woxx.lu
Tel. (00352) 29 79 99 - 0
Weitere Infos unter: www.woxx.lu